

# L'Immigration

## Introduction

**Vidéo : C'est qui les immigrés ?**

<https://www.1jour1actu.com/france/cest-qui-les-immigres-en-france>

**Vidéo : A-t-on le droit d'aider les migrants ?**

<https://www.1jour1actu.com/france/a-t-on-le-droit-daider-les-migrants>

**Compréhension orale : RFI et rapport de l'INSEE sur l'immigration en France**

<https://francaisfacile.rfi.fr/fr/actualit%C3%A9/20230421-rapport-de-l-insee-sur-l-immigration-en-france>

## Vocabulaire



## Compréhension orale : Immigration : où sont les réalistes ?

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-billet-politique/immigration-ou-sont-les-realistes-3568343>

1. Quel est l'objectif principal de Bruno Retailleau concernant l'immigration illégale ?
  - A. Réduire le nombre d'OQTF émises.
  - B. Améliorer les conditions de vie des migrants.
  - C. Augmenter le nombre d'expulsions.
  - D. Simplifier les procédures d'asile.
  
2. Quel est le principal problème souligné dans le texte concernant les OQTF ?
  - A. Le manque de personnel dans les préfectures.
  - B. Le refus des migrants de quitter le territoire.
  - C. Le faible taux d'exécution des OQTF.
  - D. La complexité des procédures juridiques.
  
3. Quelles sont les solutions proposées par l'auteur pour améliorer la situation ?
  - A. Multiplier les expulsions forcées.
  - B. Faire preuve de discernement dans l'application des OQTF.
  - C. Développer les retours accompagnés.
  - D. Simplifier les procédures administratives.
  - E. Renforcer les contrôles aux frontières.
  
4. Selon l'auteur, pourquoi le discours politique sur l'immigration est-il souvent inefficace ? Quelles sont les alternatives proposées ?

## Article pour le résumé : L'UE durcit sa politique migratoire : vers des expulsions facilitées

La Commission européenne a annoncé une nouvelle proposition législative visant à renforcer le contrôle des frontières et à faciliter les expulsions de migrants en situation irrégulière. Cette décision, prise à la demande de plusieurs États membres, s'inscrit dans un contexte de montée des tensions autour de la question migratoire en Europe.

L'UE souhaite simplifier et accélérer les procédures d'expulsion des migrants en situation irrégulière. Les États membres devront reconnaître mutuellement les décisions d'expulsion, ce qui limitera les possibilités de recours pour les migrants. Pour réduire les flux migratoires, l'Union européenne entend renforcer sa coopération avec les pays d'origine et de transit. Cela passera par des accords bilatéraux, des politiques de visas plus restrictives et des financements destinés à renforcer le contrôle des frontières dans ces pays. La directive retour de 2008, qui harmonise les règles en matière de retour des migrants, sera révisée afin de rendre les procédures plus efficaces et plus rapides.

Plusieurs États membres, sous la pression de l'opinion publique et de l'extrême droite, réclament depuis plusieurs années un renforcement de la politique migratoire. Face à l'augmentation des arrivées de migrants par voie maritime, notamment en Méditerranée, l'UE cherche à mieux contrôler ses frontières extérieures. Pour certains observateurs, ce durcissement répond à des motivations politiques, notamment en vue des prochaines élections européennes.

L'accélération des procédures d'expulsion pourrait entraîner des violations des droits fondamentaux des migrants, tels que le droit à une procédure équitable et le principe de non-refoulement. Certains experts doutent de l'efficacité de ces mesures pour réduire durablement les flux migratoires. Ils estiment que les causes profondes de la migration, telles que la pauvreté, les conflits et les changements climatiques, ne sont pas suffisamment prises en compte. En renforçant la coopération avec des pays tiers, l'UE pourrait se rendre complice de violations des droits de l'homme commises dans ces pays.

En conclusion, la proposition de la Commission européenne marque un tournant dans la politique migratoire de l'UE. Ce durcissement soulève de nombreuses questions sur l'efficacité, la légalité et la moralité de ces mesures. Il est essentiel de mener un débat approfondi sur les conséquences de cette nouvelle politique, tant pour les migrants que pour les sociétés européennes.